

A l'hôpital de Pontivy, les médecins alertent sur les risques de fermeture de plusieurs services

•3 france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/morbihan/pontivy/a-l-hopital-de-pontivy-les-medecins-alertent-sur-les-risques-de-fermeture-de-plusieurs-services-2343829.html



"Les établissements du CHCB (Centre Hospitalier du Centre Bretagne) peinent de plus en plus à assurer la continuité/permanence des soins en raison d'une impossibilité de pallier le manque d'effectifs médicaux et paramédicaux". Après les syndicats et les élus il y a un mois, c'est au tour des médecins de la commission médicale du CHCB d'alerter sur la situation critique de l'hôpital de Pontivy ce 19 novembre.

La solution de l'ARS est inopérante

Le 21 octobre dernier, soutenant l'appel à l'aide des soignants, la maire de Pontivy, Christine le Strat, qui est aussi présidente du conseil de surveillance de l'hôpital avait demandé le soutien de l'ARS (agence régionale de santé) : "C'est *invisageable que nous fermions des services et que nous obligions des patients à faire 50 ou 60 km pour se soigner. Nous attendons que l'Etat et l'ARS nous aide et nous dote de moyens.*"

La solution proposée par l'ARS : faire jouer la solidarité entre les hôpitaux. Que les établissements les mieux dotés envoient leurs praticiens prêter main forte aux moins dotés.

Sauf qu'aujourd'hui, des hôpitaux qui ne savent que faire de leurs praticiens, ça n'existe plus. Au CHU de Rennes, les services d'urgence et de pédiatrie ont appelé au secours ces dernières semaines, et pendant l'été, l'hôpital de Fougères a dû fermer ses urgences à plusieurs reprises faute de personnel.

"Des demandes de renfort ont été formulées auprès des établissements de santé environnants, mais les coopérations médicales et les rapprochements exigés par l'ARS Bretagne n'ont pas pu aboutir. Elles ne peuvent pas répondre à l'urgence d'une situation qui touche tous les établissements publics de santé" constate Marie-Hélène Aleman Trévidic, pharmacienne hospitalière et présidente de la commission médicale du groupement hospitalier du Centre-Bretagne, qui représente 30 à 40 % des médecins du groupement.

Plusieurs services menacés de fermeture

Maternité, pédiatrie, urgences, selon ces médecins, plusieurs services de l'hôpital de Pontivy sont menacés de fermeture. En soins de suite et de réadaptation, 50 lits ont déjà fermé et 20 de plus "vont l'être dans les jours prochains."

La direction du CHCB reconnaît que *"les difficultés sont de plus en plus réelles"* et déclare se mobiliser *"au quotidien pour mettre en œuvre des solutions de remplacement et maintenir la continuité des soins, en lien étroit avec l'ARS"*

Une loi qui accroît encore les inquiétudes

Même si le ministre de la santé Olivier Véran a reporté son application à 2022, la Loi Rist qui a pour objectif de plafonner les rémunérations des médecins intérimaires embauchés dans les hôpitaux publics ne fait qu'accroître l'inquiétude, notamment dans les petits hôpitaux comme à Pontivy, qui ne fonctionnent encore que grâce à ces intérimaires. *"En anesthésie, les médecins intérimaires ne poursuivront pas leurs missions au tarif réglementé par la loi Rist, le maintien des programmes opératoires sera compromis"* craint la commission médicale.

Appel à mobilisation

Les médecins appellent la population du centre Bretagne *" à se joindre à leurs futures actions pour lutter contre la menace de fermeture des services de soin."*

Une manifestation contre les déserts médicaux est notamment prévue devant le ministère de la santé le samedi 4 décembre prochain.